

# Procédure et Formes de l'acte administratif unilatéral en Droit français

REPUBLICA DE COLOMBIA  
TRIBUNAL SUPLENTE DE JUSTICIA

FORMA DE SOLICITUD

1. NOMBRE DE LA SOLICITUD: \_\_\_\_\_

2. FECHA DE PRESENTACION: \_\_\_\_\_

3. NOMBRE DEL SOLICITANTE: \_\_\_\_\_

4. DIRECCION DEL SOLICITANTE: \_\_\_\_\_

5. OBJETO DE LA SOLICITUD: \_\_\_\_\_

6. FUNDAMENTO DE LA SOLICITUD: \_\_\_\_\_

7. OBSERVACIONES: \_\_\_\_\_

8. FIRMA DEL SOLICITANTE: \_\_\_\_\_

9. FIRMA DEL ABOGADO: \_\_\_\_\_

10. FIRMA DEL JUEZ: \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIERES

Table des abréviations utilisées .....	7
INTRODUCTION .....	9

## PREMIERE PARTIE

CONDITIONS DE REGULARITE PROCEDURALE ET FORMELLE DE L'ACTE .....	15
TITRE PREMIER : LES FORMALITÉS DE L'OPÉRATION NORMATRICE .....	19
SOUS-TITRE I : LA PROCÉDURE CONSULTATIVE .....	23
CHAPITRE PREMIER : <i>L'essence des formalités consultatives</i> .....	25
Section I : <i>L'exclusion des formalités ayant pour effet de lier l'administration</i> .....	28
§ 1 : Les avis conformes .....	28
A. — L'avis conforme, formalité consultative .....	29
A. — B.L'avis conforme, partage de compétence .....	31
§ 2 : Les propositions .....	33
A. — La proposition consultative .....	34
1° Caractère obligatoire ou facultatif .....	35
2° Caractère incitatif .....	35
B. — La proposition impérative .....	37
1° Caractère de la proposition impérative .....	37
a) le caractère obligatoire .....	38
b) le caractère contraignant .....	39
2° Un exemple : la proposition des jurys de concours .....	40
Section II : <i>La signification des formalités consultatives</i> .....	43
§ 1 : L'aptitude de l'organe consultatif .....	43
A. — L'existence juridique de l'organe consultatif .....	45
1° Création de l'organe consultatif par l'autorité compétente .....	45
2° Publicité du texte instituant l'organe consultatif .....	47

B. — Le domaine d'intervention de l'organe consultatif . . . .	49
1° Principe : la libre détermination par l'autorité consultante . . . . .	49
2° Limites : le domaine obligatoire et le domaine interdit.	50
§ 2 : L'expression de la consultation : l'avis . . . . .	50
A. — Le contenu de la formalité consultative . . . . .	52
B. — La portée de la formalité consultative . . . . .	54
1° La thèse de M. Weber . . . . .	54
a) Acte unilatéral . . . . .	54
b) Acte permissif . . . . .	54
c) Acte exécutoire . . . . .	55
2° Critique . . . . .	55
a) L'acte consultatif n'est pas un acte unilatéral . . . . .	55
b) L'acte consultatif n'est pas un acte permissif . . . . .	56
c) L'acte consultatif n'est pas un acte exécutoire . . . . .	57
d) L'acte consultatif ne fait pas grief . . . . .	57
— La formalité consultative a un caractère préparatoire . . . . .	58
— La formalité consultative est « rattachable » à l'acte normateur . . . . .	61
CHAPITRE II : <i>L'existence des formalités consultatives</i> . . . . .	63
Section I : <i>Consultation obligatoire</i> . . . . .	63
§ 1 : Sources de l'obligation de consulter . . . . .	64
A. — Nécessité d'un texte . . . . .	64
B. — Interprétation du texte . . . . .	65
1° Quant à l'obligation de consulter . . . . .	65
2° Quant à l'obligation de suivre l'avis . . . . .	66
§ 2 : Modalités de l'obligation de consulter . . . . .	66
A. — Les consultations de juridictions administratives . . . . .	67
1° Conseil d'Etat . . . . .	67
2° Les tribunaux administratifs . . . . .	69
B. — Les consultations d'organes décentralisés . . . . .	69
C. — Les consultations d'organes techniques . . . . .	70
D. — Les enquêtes préalables . . . . .	71
Section II : <i>La consultation facultative</i> . . . . .	73
§ 1 : Consultation prévue par un texte . . . . .	74
§ 2 : Consultation non prévue par un texte . . . . .	75
A. — L'administration dispose d'une large liberté de consultation . . . . .	75
B. — La liberté de consulter est conditionnée . . . . .	76
1° Respect des règles de compétence . . . . .	77
2° Respect des formalités prévues . . . . .	78
3° Régularité de la procédure suivie . . . . .	80
SOUS-TITRE II : LA PROCÉDURE CONTRADICTOIRE . . . . .	81
CHAPITRE PREMIER : <i>Les mises en demeure</i> . . . . .	83
Section I : <i>Les mises en demeure à l'égard d'une personne publique</i> . . . . .	83
Section II : <i>Les mises en demeure à l'égard d'une personne privée</i> . . . . .	85
CHAPITRE II : <i>Les droits de la défense</i> . . . . .	89

Section I : <i>Champ d'application</i> .....	90
§ 1 : Les mobiles de la décision .....	92
§ 2 : Les motifs de la décision .....	95
§ 3 : Les conséquences de la décision .....	97
A. — Le préjudice causé .....	98
1° Préjudice matériel .....	98
2° Préjudice moral .....	100
B. — La situation de l'intéressé .....	100
1° Retraits d'autorisations administratives .....	101
2° Mesures prises à l'égard d'agents liés à l'administration. ....	103
Section II : <i>Contenu</i> .....	104
§ 1 : L'information de l'administré .....	104
A. — L'avertissement préalable .....	104
B. — La communication des griefs .....	105
§ 2 : La possibilité de présenter ses observations .....	107
A. — La comparution de l'intéressé .....	107
B. — L'assistance d'un avocat .....	108
C. — La citation de témoins .....	110
SOUS-TITRE III : LE « MOMENT » DE L'ACTE .....	113
CHAPITRE PREMIER : <i>La date d'émission de l'acte administratif unilatéral</i> .....	115
Section I : <i>La mention de la date d'émission</i> .....	115
§ 1 : Valeur des énonciations relatives à la date .....	116
§ 2 : Importance des énonciations relatives à la date .....	118
Section II : <i>Le moment de l'émission de l'acte</i> .....	118
§ 1 : La dimension temporelle de la compétence de l'auteur ..	119
§ 2 : Les délais d'émission de l'acte .....	121
A. — Les délais prévus pour un texte .....	121
1° Les délais indicatifs .....	121
2° Les délais impératifs .....	123
a) Délais de substitution de compétence .....	123
b) Délais de garantie pour les administrés .....	123
B. — Les délais imposés par la jurisprudence .....	126
1° Les délais « utiles » .....	126
2° Les délais « raisonnables » .....	128
a) Délais relatifs à la pression des faits .....	128
b) Délais relatifs à l'utilisation des formalités préalables ..	129
c) Délais relatifs à l'application d'un acte préalable ...	130
CHAPITRE II : <i>La date d'entrée en vigueur de l'acte administratif unilatéral</i> .....	133
Section I : <i>Nécessité des formalités de publicité</i> .....	133
§ 1 : La validité de l'acte .....	133
§ 2 : L'applicabilité de la norme .....	135
A. — L'opposabilité de l'acte .....	136
1° L'analyse de Hauriou .....	136
2° Critique .....	137
B. — L'entrée en vigueur de la norme .....	139
1° L'acte n'entre en vigueur qu'après accomplissement des formalités de publicité .....	139
a) Droit légiféré .....	139

b) Droit jurisprudentiel .....	140
2° L'acte ne peut entrer en vigueur avant l'accomplissement des formalités de publicité .....	140
Section II : <i>Accomplissement des formalités de publicité</i> .....	143
§ 1 : La publication .....	143
A. — Caractère régulier de la publication .....	143
1° Recours à la publication .....	143
a) Actes réglementaires .....	143
b) Actes individuels .....	144
2° Modalités de la publication .....	145
B. — Caractère complet des mesures de publication .....	149
§ 2 : La notification .....	150
A. — Caractère régulier de la notification .....	150
1° Recours à la notification .....	151
2° Modalités de la notification .....	151
B. — Caractère complet de l'instrument de notification .....	152
TITRE DEUXIÈME : LES FORMES DE L'ACTE .....	155
SOUS-TITRE I : LES FONDEMENTS DE L'ACTE .....	157
CHAPITRE PREMIER : <i>Les visas</i> .....	159
Section I : <i>Le visa n'est pas une condition de régularité formelle de l'acte</i> .....	161
Section II : <i>Le visa a une portée juridique limitée</i> .....	164
§ 1 : Les antécédents juridiques de l'acte .....	164
§ 2 : La qualification de l'acte .....	166
CHAPITRE II : <i>La motivation</i> .....	169
Section I : <i>Le principe de la non motivation</i> .....	170
§ 1 : Le principe .....	170
§ 2 : Critique .....	172
Section II : <i>L'exception : la motivation obligatoire</i> .....	175
§ 1 . Motivation imposée par un texte .....	176
A. — Dans l'exercice de la tutelle .....	176
B. — Dans l'exercice du pouvoir disciplinaire .....	178
C. — Dans l'exercice de l'organisation professionnelle .....	179
§ 2 : Motivation imposée par la jurisprudence .....	180
A. — L'extension jurisprudentielle de la règle de la motivation .....	181
1° La jurisprudence administrative .....	181
a) Le contentieux du remembrement rural .....	181
b) Le contentieux des organismes professionnels collégiaux .....	183
c) Le contentieux de la notoriété médicale .....	184
2° La jurisprudence judiciaire .....	186
B. — Fondement de l'extension jurisprudentielle .....	187
1° Les explications doctrinales .....	188
a) La gravité de la mesure .....	188
b) La « nature des choses » .....	189
2° Essai de systématisation .....	190
a) Décisions d'organismes quasi-juridictionnels .....	190
b) Décisions d'organismes professionnels collégiaux .....	194

SOUS-TITRE II : LES SIGNATAIRES DE L'ACTE .....	197
CHAPITRE PREMIER : <i>La signature</i> .....	199
Section I : <i>Nécessité de la signature</i> .....	200
§ 1 : Les dispositions textuelles .....	200
§ 2 : Les interprétations jurisprudentielles .....	201
A. — Signatures nécessaires .....	202
1° Décisions uni-individuelles .....	202
2° Décisions pluri-individuelles .....	203
a) Acte initial .....	203
b) Acte rectificatif .....	203
B. — Signatures suffisantes .....	204
1° Signature <i>stricto sensu</i> .....	204
2° Signature apposée à titre de contreseing .....	205
Section II : <i>Signification de la signature</i> .....	206
§ 1 : L'effectivité de la prise de décision .....	206
A. — Actes réglementaires .....	207
B. — Actes individuels .....	208
§ 2 : La détermination de l'auteur de l'acte .....	209
A. — Décision émise pour le compte d'une autre autorité administrative .....	209
1° Actes pris par une autorité substituante .....	209
2° Actes pris par un délégataire de signature .....	210
B. — Décision émise sur l'instruction d'une autre autorité administrative .....	213
1° Le signataire est compétent .....	213
2° Le signataire est incompétent .....	214
CHAPITRE II : <i>Le contreseing</i> .....	215
Section I : <i>Nécessité du contreseing</i> .....	216
§ 1 : Acte soumis au contreseing .....	216
§ 2 : Ministres contresignataires .....	218
A. — Les contresignataires des décisions du Président de la République .....	218
B. — Les contresignataires des décisions du Premier ministre	220
1° Avant 1958 .....	220
2° Après 1958 .....	221
Section II : <i>Signification du contreseing</i> .....	224
§ 1 : Les solutions jurisprudentielles .....	225
A. — L'absence de consécration de la théorie du contreseing, règle de compétence .....	225
B. — L'affirmation implicite du caractère formel de la règle du contreseing .....	226
1° Le nombre des contreseings requis, pour l'acte initial, n'a pas un caractère limitatif .....	227
2° L'acte contraire ne doit pas nécessairement porter les mêmes contreseings que l'acte initial .....	228
§ 2 : Interprétation de la jurisprudence .....	229
A. — Le contreseing ne traduit pas un partage de compé- tences .....	229
B. — Le contreseing associe les ministres à l'émission de l'acte .....	230

## DEUXIEME PARTIE

SANCTION DE LA VIOLATION DES FORMES ET DES FORMALITES .....	233
CHAPITRE PREMIER : <i>La détermination du vice de forme et de procédure</i> .....	237
Section I : <i>Omission d'une forme ou d'une formalité obligatoires.</i>	237
§ 1 : Le principe .....	238
A. — L'omission d'une forme ou d'une formalité obligatoires vicie l'acte .....	238
B. — L'omission d'une forme ou d'une formalité facultative est sans effet sur la régularité de l'acte .....	244
§ 2 : Le parallélisme des formes et des formalités .....	245
A. — L'explication fondée sur la portée de l'acte contraire ..	249
B. — L'explication fondée sur la signification des formes et des formalités .....	252
Section II : <i>Caractère substantiel de l'irrégularité dans l'accomplissement d'une forme ou d'une formalité</i> .....	255
§ 1 : L'exemple de la motivation .....	259
A. — Motivation précise et circonstanciée .....	260
B. — Motivation « interne » .....	261
§ 2 : L'exemple de la consultation .....	261
A. — La composition de l'organe consultatif .....	262
1° La règle de collégialité .....	262
2° La règle du quorum .....	262
a) Le principe .....	262
b) Portée .....	263
3° L'objectivité .....	265
a) L'impartialité .....	265
b) L'indépendance .....	267
B. — L'intégralité de la consultation .....	268
1° Consultation du Conseil d'Etat : la règle du projet nouveau .....	269
2° Consultation d'organismes divers : la règle de la question nouvelle .....	271
CHAPITRE II : <i>La disparition du vice de forme ou de procédure</i> ..	275
Section I : <i>La régularisation du vice de forme ou de procédure</i> ..	275
§ 1 : Régularisation par l'auteur .....	275
A. — Le rectificatif .....	276
B. — La réfection .....	278
§ 2 : Régularisation par le supérieur hiérarchique .....	280
A. — Le supérieur agit en vertu du pouvoir de substitution	280
B. — Le supérieur agit en vertu du pouvoir de réformation	282
§ 3 : Régularisation par le juge administratif .....	283
A. — La substitution de motifs .....	284
B. — La substitution de base juridique .....	287
a) La compétence de l'auteur de l'acte .....	288
b) Les formes et la procédure attachées à la nouvelle base juridique .....	289

1° L'absence de formes imposées .....	289
2° Accomplissement « gratuit » de formalités superflues.....	290
3° Identité de formes et de procédure .....	290
c) L'adéquation nécessaire entre la base juridique et le contenu de l'acte .....	291
Section II : <i>Couverture de forme ou de procédure</i> .....	292
§ 1 : La théorie des formes et formalités impossibles .....	292
A. — L'impossibilité est imputable aux administrés .....	293
B. — L'impossibilité est due aux circonstances .....	294
§ 2 : La théorie des moyens inopérants .....	297
A. — Moyen articulé contre un acte mettent en œuvre une compétence liée .....	297
B. — Moyen dépourvu d'influence possible sur la solution du litige .....	298
CHAPITRE III : <i>La « disqualification » du vice de forme et de procédure</i> .....	301
Section I : <i>L'incompétence</i> .....	304
§ 1 : L'irrégularité formelle, révélateur de l'incompétence.....	306
A. — Irrégularité relative à la signature de l'acte .....	306
B. — Irrégularité relative au moment de l'acte .....	307
§ 2 : L'irrégularité formelle, considérée comme une incompétence .....	308
A. — Les étapes de l'évolution jurisprudentielle .....	308
a) La jurisprudence antérieure à 1952 : le vice de procédure .....	308
b) L'arrêt de 1952 : l'assimilation implicite du vice d'incompétence .....	310
c) La jurisprudence postérieure à 1957 : le vice d'incompétence .....	310
B. — Explication de cette jurisprudence .....	311
Section II : <i>Le détournement de procédure</i> .....	315
§ 1 : Inadéquation de la base juridique avec le but visé par l'auteur de l'acte .....	317
§ 2 : Violation de formalités attachées à la base juridique omise .....	321
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	323
BIBLIOGRAPHIE .....	327